

## Aller au-delà de l'accès

Chloe Challender et Amy North



Credit: Janet Raynor

**Ecolières du Bangladesh, pays qui a vu une large augmentation du nombre de filles allant à l'école suite à un système de bourses scolaires.**

**Alors que s'achève la troisième année du projet Au-delà de l'accès, année cruciale pour l'égalité des sexes s'il en est, cet article explore comment aller «au-delà de l'accès». Notre projet est fondé sur l'acceptation que faire en sorte qu'il y ait autant de filles que de garçons à l'école est nécessaire mais pas suffisant pour atteindre l'égalité des sexes en éducation. Quels sont donc les changements cruciaux qui créent une véritable égalité des chances et des résultats ? Qu'avons-nous appris que nous pouvons garder avec nous après 2005 pour nous assurer que l'égalité des sexes en éducation et les objectifs du millénaires soient atteints le plus tôt possible et forcément avant 2015 ?**

Le rapport du suivi mondial de l'EPT publié récemment par l'UNESCO apporte une réponse : « Une vague de changements s'impose en

matière de politiques, qui doivent aller au-delà d'un objectif purement quantitatif, comptant des individus, vers un objectif plus large lié à l'établissement de sociétés alphabètes. ». Ce qui est implicite dans cette recommandation c'est l'approche holistique pour l'équité entre les sexes qui se joue à plusieurs niveaux : les familles, les communautés, les districts, les gouvernements nationaux et les organes de décision.

Les statistiques brutes du rapport 2006 de l'UNESCO affirment que cette « vague de changements » est une priorité élevée. Seulement un peu plus de la moitié des 180 pays pour lesquels les données de 2002 sont disponibles ont atteint la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire. On tombe à un tiers des pays pour l'enseignement secondaire, avec une tendance régionale frappante

puisqu'au aucun des pays d'Asie du sud ou de l'ouest n'ont atteint la parité dans le secondaire. Le fait que seulement 3% des pays aient atteint la parité dans l'enseignement supérieur est encore plus frappant.

Nombreuses sont les filles qui une fois à l'école sont menacées jour après jour de devoir abandonner leur éducation prématurément. Soixante-seize des quatre-vingt douze pays passés en revue pour le rapport de l'UNESCO continuent d'exiger des frais de scolarité dans l'enseignement primaire. Cela représente un sérieux risque pour les filles qui peuvent être retirées des registres si leur famille est forcée à faire un choix parmi les enfants à éduquer, où la préférence est généralement donnée aux garçons. Une éducation de qualité médiocre ne pousse en rien les parents à prendre des risques financiers ou des risques relatifs à la sécurité de leurs enfants pour éduquer leurs filles. Dans seulement un quart des pays en voie de développement pour lesquels nous avons des données pour 2002 les enseignants reçoivent une quelconque formation. Parmi la minorité qui a été formée, peu nombreux sont probablement ceux qui ont abordé les questions de genre, ou du moins pas de manière suffisamment approfondie vu l'emploi du temps des formations généralement déjà bien chargé. Le VIH/SIDA a fait doubler le taux de départs volontaires des enseignants dans certains pays. Le fait que les femmes soient de plus en plus menacées par l'épidémie, surtout dans les pays du sud de l'Afrique particulièrement entraîne aussi la diminution du nombre d'enseignantes, surtout en milieu rural.

### Voir au-delà des chiffres

Parallèlement à cette vision négative, des signes montrent qu'une compréhension plus claire de ce qui va produire la « vague de changements » dont parle l'UNESCO est en train de se dégager. Un travail portant sur un système de mesure des progrès plus large en matière d'égalité des sexes en éducation ne prenant pas qu'en compte les taux de scolarisation est en cours. Cela devrait permettre de mettre en place un processus qui rendra compte de manière ouverte des avancées en matière de qualité et d'égalité en éducation.

### IN THIS ISSUE

1-3 Aller au-delà de l'accès

3 Lettre des éditrices

4-5 Menstruation et Conscience du Corps : Questions critiques pour l'éducation des filles

6 Partenariat multi-organisations : L'alliance pour l'action communautaire pour l'éducation des femmes - Ouganda

7 Paroles d'enseignants

8 Critique de livres - au-delà l'accès

9 Commentaires de Conférence

10 Nouveaux rapports

11 Sur la toile

11 Courrier des lecteurs

12 Événements à Venir

Les deux derniers rapports sur l'EPT utilisent l'Indice du développement de l'éducation pour tous (IDE) dans l'idée de rassembler les informations relatives à la scolarisation, la qualité et l'écart entre les sexes. Le projet Au-delà de l'accès a développé un Indice d'égalité des sexes en éducation, basé sur l'IDE mais qui mesurant l'égalité plutôt que la parité. Au lieu de se baser sur les statistiques relatives à la scolarisation, cet indice part des taux nets de présence pour donner une idée plus précise de la présence des filles à l'école. L'indice inclut une évaluation de la qualité de l'éducation basée sur les bénéfices de l'éducation sur la capacité des femmes à se développer en tant qu'individus/adultes (en incorporant l'indicateur sexo-spécifique du développement humain du PNUD dans la balance plutôt que de prendre en compte simplement les taux d'alphabétisation).



Credit: © UNICEF Madagascar/2005/Kitesakizi

Des filles apprenant en jouant, Madagascar.

### L'importance d'une approche holistique

Comme le met en exergue le rapport mondial du suivi de l'EPT, atteindre l'égalité entre les sexes exige des interventions à l'intérieur et à l'extérieur de la classe. Une approche holistique peut seule promouvoir un changement sociétal de taille – sensibilisation de la communauté, hygiène et sécurité, enseignement et programmes, coûts et ressources – et apporter la véritable égalité.

Le cas du Bangladesh (voir encadré) est un exemple simple montrant qu'atteindre l'égalité des sexes en éducation demande une approche holistique qui va bien au-delà de mettre les filles à l'école. En prenant des mesures pour augmenter la participation des filles dans l'enseignement primaire et secondaire, le Bangladesh a sans aucun doute fait un premier pas très important vers une plus grande égalité des sexes. Cependant, à moins que des mesures soient prises pour assurer que l'environnement scolaire soit accueillant et motivant pour les filles, et que les facteurs extérieurs qui empêchent les filles et les femmes d'utiliser leur éducation et d'en tirer profit soient atténués, l'objectif du millénaire OMD 3 sur l'égalité et l'autonomisation des femmes a toutes les chances de rester lettre morte.

### Bangladesh : parité ou égalité ?

Le Bangladesh a souvent été montré en exemple comme un pays dont les efforts pour améliorer l'éducation des filles ont été un succès. L'augmentation importante du nombre de filles allant à l'école fut la conséquence d'un système d'aide financière ciblant les filles dans l'enseignement secondaire, et d'une campagne de sensibilisation portant sur l'importance de l'éducation des filles. Si l'on s'en réfère aux données officielles, le Bangladesh a atteint l'objectif du millénaire de 2005 relatif au genre, ayant un nombre égal de filles et de garçons scolarisés dans l'enseignement primaire et secondaire. Ce succès a conduit certains à affirmer que le pays avait aussi atteint l'objectif OMD 3. Ce fut aussi la raison pour laquelle le Bangladesh fut présenté dans le rapport sur le développement humain (PNUD, 2005) comme l'un des pays accomplissant des progrès très rapides dans le domaine du genre. Le rapport souligne que « l'amélioration de l'accès des femmes à la santé et à l'éducation ainsi que de meilleures opportunités d'emploi et d'accès au

« Une vague de changements s'impose en matière de politiques, qui doivent aller au-delà d'un objectif purement quantitatif comptant des individus vers un objectif plus large lié à l'établissement de sociétés alphabètes. »

microcrédit ont élargi le champ des possibilités et responsabilisé les femmes. Malgré la persistance des disparités entre les sexes, les femmes s'imposent de plus en plus comme de puissants catalyseurs de développement, exigeant une plus grande autonomie concernant leur fécondité et l'espacement des naissances, l'éducation de leurs filles et l'accès aux services.»

Cependant, un examen détaillé révèle que malgré les succès notables du pays en matière de scolarisation des filles, le Bangladesh est en fait loin d'avoir atteint l'égalité des sexes. Cette année encore le Bangladesh obtient un résultat très médiocre sur l'indice de la participation des femmes, se plaçant au 79ème rang sur 80 pays. La proportion de sièges détenus par des femmes au parlement est seulement de 2% (PNUD, 2005) et le ratio femmes-hommes relatif à l'alphabétisme pour la tranche d'âge 20-24 ans est de 55 pour 71. De telles inégalités se retrouvent aussi dans les résultats des examens scolaires qui révèlent que malgré les progrès encourageants en faveur de la parité entre les sexes à l'école, le Bangladesh est bien loin d'avoir atteint la parité en terme de réussite scolaire. Les résultats de 2005 pour le Certificat de fin de cycle secondaire prouvent que les filles ont moins de chance d'être inscrites à l'examen, moins de chance de le réussir, et que ces déséquilibres créent un écart entre les sexes de 12%.

De nombreux facteurs continuent d'empêcher les filles de réussir à l'école et d'être capables de profiter de leur éducation sur un pied d'égalité avec les garçons. Ces facteurs montrent que les filles ont moins de temps pour faire leurs devoirs à la maison en raison des tâches ménagères, moins de chance de prendre des cours particuliers pour obtenir de meilleurs résultats, et des chances réduites d'aller dans une bonne école en raison des priorités financières familiales ou des craintes relatives au transport ou à la sécurité. De plus, l'idée répandue qui veut que l'éducation des filles soit importante pour renforcer (plutôt que de remettre en cause) les valeurs culturelles

traditionnelles – faire des femmes de meilleures épouses et de meilleures mères – combinée au grand nombre de mariages précoces et au manque de travail pour les femmes éduquées limite les possibilités des femmes de pouvoir jouir pleinement de leur éducation et de s'émanciper.

C'est ainsi qu'alors que le Bangladesh a fait des progrès remarquables en matière de parité dans le domaine de l'éducation, il y a toujours un grand bout de chemin à parcourir avant d'atteindre l'égalité.

*Encadré élaboré grâce à Janet Raynor*

### Au-delà de l'accès : Apprendre pour agir

L'importance d'une approche holistique pour atteindre l'égalité des sexes a été soulignée de façon répétée depuis la création de notre projet, et est un thème clé de Au-delà de l'accès/Programmes Perspicaces d'Oxfam qui sera lancé le mois prochain. Cette série d'articles met en valeur les leçons clés du projet et fait des recommandations pour ceux qui travaillent sur la thématique de l'éducation équitable pour les deux sexes au sein des gouvernements et des organisations de la société civile.

Chaque article porte sur une question précise et fondamentale dans la compréhension de ce qui doit être fait pour atteindre l'égalité des sexes en éducation. On y trouve : pédagogie et programmes, où l'attention est portée sur le rôle que peuvent jouer l'enseignement et les programmes dans une perspective d'égalité des sexes dans les écoles; l'éducation des adultes, mettant en lumière le manquement des objectifs du millénaire par rapport aux questions d'éducation des adultes et d'alphabétisation, alors qu'on les sait essentielles à l'atteinte des dits objectifs ; et l'éducation pour les enfants nomades et de bergers, explorant les défis inhérents à la provision d'une éducation formelle pour les enfants non touchés par les initiatives courantes. D'autres thèmes importants comme le VIH/Sida et les questions de ressources sont traitées de façon transversale dans cette compilation d'articles.

Un article d'introduction à Au-delà de l'accès/Programmes Perspicaces présente



**Ecolières du Bangladesh (voir encadré pour l'étude de cas).**

certaines des thèmes transversaux et identifie les domaines dans lesquels des actions doivent être menées. Parmi eux on trouve : adresser les facteurs sociaux limitant la demande pour l'éducation des filles et des femmes ; s'assurer que l'éducation pour les filles et les femmes soit perçue par celles-ci et par leur communauté comme ayant de la valeur et comme étant pertinente, et s'attaquer aux cultures scolaires pour s'assurer que les écoles soient des endroits accueillants pour les filles. Il est pressant de faire en sorte que les professeurs, et particulièrement les professeurs femmes, reçoivent le soutien dont ils/elles ont besoin pour transformer les écoles en des endroits où les stéréotypes et les inégalités liés au sexe peuvent être remis en question et où le harcèlement sexuel et les violences faites aux enseignantes et aux élèves aient disparu.

L'état a la responsabilité globale de s'assurer que l'éducation formelle soit offerte équitablement à tous les enfants et de faire en sorte que l'éducation formelle de base soit gratuite. Cependant, les ONG et les groupes issus de la société civile peuvent jouer un rôle important, par exemple en mobilisant pour une éducation équitable, et pour la participation des femmes, des filles et des communautés dans la planification de l'éducation au niveau local, indispensable pour faire tomber les barrières empêchant l'égalité des sexes. Le projet *Au-delà de l'accès* a mis en lumière la valeur des partenariats innovants pour l'égalité des sexes en éducation, rassemblant des acteurs provenant de secteurs variés. De tels partenariats doivent être basés sur l'égalité, la confiance, le respect et le dialogue et l'assurance que les opinions locales et le savoir indigène soient pris en compte et respectés.

Alors que 2005 s'achève et avec elle les objectifs manqués de la parité entre les sexes, il est important qu'un progrès rapide soit fait en matière d'égalité des sexes en éducation. *Au-delà de l'accès/Programmes Perspicaces* comprend des recommandations pratiques relatives aux étapes à suivre par les gouvernements, les bailleurs de fonds, les ONG et les enseignants pour s'assurer qu'une éducation de bonne qualité, et équitable pour les deux sexes devienne une réalité pour tous.

**Au-delà de l'accès  
Programmes Perspicaces  
Points clés (article d'introduction)**

- Une éducation de bonne qualité est un droit universel.
- L'EPT ne sera pas atteinte sans une éducation de qualité et équitable, l'accès à une éducation médiocre et inéquitable menant à l'abandon, Scolaire.
- La culture scolaire des établissements influence fortement la survie et la réussite.
- Les croyances, les pratiques et les conditions présentes dans la société au sens large influencent le fait que les filles aillent à l'école et le type d'enseignement et d'apprentissage qu'elles y reçoivent.
- Les gouvernements ont la responsabilité d'assurer qu'une éducation formelle de base soit offerte gratuitement et de façon équitable.
- S'attaquer aux obstacles à l'égalité des sexes en matière de scolarité demande la participation des filles et des femmes dans la conceptualisation, la planification et la mise en œuvre de l'éducation.
- Une éducation de qualité rejette la discrimination basée sur le sexe et l'injustice sociale.

**« Atteindre l'égalité des sexes exige des interventions à l'intérieur et à l'extérieur de la classe, basées sur une approche holistique promouvant un changement sociétal conséquent. »**

*Pour plus d'information ou pour recevoir une copie de Au-delà de l'accès Programmes Perspicaces, rendez-vous sur [www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess](http://www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess) ou contactez Amy North, [ANorth@oxfam.org.uk](mailto:ANorth@oxfam.org.uk)*

*Pour plus d'information sur le rapport du suivi mondial de l'EPT, voir [www.unesco.org](http://www.unesco.org)*

*Pour plus d'information sur l'Indice d'égalité des sexes en éducation, voir le site d'Au-delà de l'accès [www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess](http://www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess) ou le site du Secrétariat du Commonwealth ([www.thecommonwealth.org](http://www.thecommonwealth.org)), qui publie ce mois-ci un article sur l'Indice d'égalité des sexes en éducation dans les pays du Commonwealth en Afrique.*

# Lettre des éditrices

Alors que la troisième année d'*Au-delà de l'accès* s'achève et que le projet s'avance vers une nouvelle phase, je quitte mon poste d'éditrice. C'est avec tristesse que je pars : ces trois ans sont passés si vite, et créer le bulletin d'information a été l'un des aspects les plus plaisants de mon travail ! Equals semble avoir trouvé sa place dans la transmission de nouvelles idées et initiatives relatives à l'égalité des sexes en éducation, et durant ces trois premières années du bulletin, j'ai l'impression que nous n'avons qu'effleuré la surface de l'immense variété de projets innovants et dynamiques et des processus en marche pour atteindre l'éducation pour tous.

Equals a été en constante évolution depuis sa création en 2003, avec des changements de concept et de contenu pour s'assurer que le format reste attrayant. Mais d'autres aspects du bulletin sont restés identiques. Certains collaborateurs réguliers ont donné à Equals des points de références pour mesurer les changements sur le terrain. Nous nous devons de remercier en particulier Shobha Bajpai, du Madhya Pradesh en Inde, que nous avons visitée sept fois pour avoir un bilan véritable de la part d'une enseignante et savoir s'étaient politiques mondiales sur le genre se sont répercutées jusque dans son école (pour la réponse, voir page 7). Environ vingt autres enseignants doivent aussi être remerciés pour les entretiens qu'ils ont donnés à Equals. Les 'rapports réguliers' d'Oxfam ont été un autre bon moyen de faire circuler des exemples de la 'vraie vie' relatifs aux façons de combler l'écart entre les sexes en éducation. Un très grand merci à tous les praticiens, chercheurs et décideurs qui ont participé par le biais d'articles, de rapports, de lettres, de photos et de comptes-rendus durant ces trois années. Merci aussi à toute l'équipe d'*Au-delà de l'accès*, à notre réseau de traducteurs, et aux membres de nos institutions y compris les services de reprographie, de design, de publication et d'impression. *Au-delà de l'accès* va s'engager dans une nouvelle phase en 2006. Equals continuera d'être publié, probablement tous les trimestres en attendant qu'une source de financement à long terme soit sécurisée. Nous espérons que l'échec flagrant du premier objectif du millénaire relatif à la parité en terme d'accès à l'école pour 2005 poussera la communauté internationale à agir pour l'éducation pour tous. Aussi, veuillez continuer à lire et faire circuler Equals, à témoigner de votre soutien et à envoyer vos commentaires à ce qui est, nous pensons, le seul bulletin d'information portant sur l'égalité des sexes en éducation disponible de par le monde.

Chloe Challenger

# Menstruation et conscience du corps : Questions critiques pour l'éducation des filles

Jackie Kirk et Marni Sommer

Adolescence et puberté peuvent être des époques difficiles pour tous les jeunes, mais pour les filles dans de nombreux pays en voie de développement, la puberté, et particulièrement le commencement des règles, présente un obstacle particulier. Dans les contextes sociaux où les menstruations ne sont pas discutées ouvertement, où honte et/ou tabous les entourent, les filles ne peuvent qu'avoir une compréhension très réduite de ce qui leur arrive à elles et à leur corps. Le manque de protections hygiéniques adéquates et d'intimité empêche encore plus les filles d'avoir une attitude positive envers leur corps. Dans certains endroits, l'impossibilité de gérer facilement les menstruations peut vouloir dire que leurs activités seront sérieusement limitées pendant la durée de leurs règles. Toutes ces questions sont liées et ont une influence sur l'éducation des filles. Par exemple :

- Le début des règles (ménarche) signifie souvent la fin de l'enfance, et de ce fait la fin de l'école également, les parents commençant à examiner les perspectives de mariage pour leur fille
- Les programmes scolaires ne sont pas réputés pour couvrir le thème de la menstruation et de la puberté de façon accessible pour les filles, ce qui n'aide pas ces dernières à comprendre les changements de leur corps qui mûrit
- Les écoles manquent souvent de toilettes et d'eau, et les filles ne peuvent de ce fait pas changer leurs protections ni se laver en toute intimité
- Les filles qui manquent de protections hygiéniques peuvent manquer l'école chaque mois lors de leurs règles et/ou peuvent se sentir mal et ne pas être capables de participer en classe de peur d'avoir un 'accident', salir leur uniforme par exemple
- Les enseignants hommes et les élèves se montrent souvent insensibles aux menstruations, ou pire, peuvent se moquer des filles

Il y a heureusement une reconnaissance accrue des conséquences positives, dues à la provision de toilettes privées, sûres et séparées pour les filles, sur l'accès, la présence et la survie des adolescentes à l'école. L'UNICEF s'assure particulièrement que les écoles aient des toilettes répondant aux besoins des filles. Avoir des locaux adéquats n'est cependant qu'une partie de la solution apportée au problème. Nous devons nous assurer également que les filles reçoivent des protections hygiéniques pour leur permettre d'être présentes en classe et de se sentir en confiance pendant la durée de leurs règles. Cependant, la

provision de protections pour aider à gérer le cycle mensuel n'aide pas forcément les filles méinformées à comprendre ce qui se passe dans leur corps. Un tel savoir est primordial si les filles veulent se sentir à l'aise, avoir confiance en elles même pendant ces périodes de changements naturels qu'elles subissent, et avoir une prise de conscience positive de leur corps.

Le 'Tour de Table d'Oxford', co-organisé par l'UNICEF et le Centre International de l'Eau et l'Assainissement (IRC) en janvier 2005, a reconnu la nécessité d'une plus grande attention locale et mondiale portée à la gestion des menstruations pour faciliter la participation des filles à l'école. Plus de 100 personnes se sont rendues à Oxford, Grande-

**« Dans les contextes sociaux où les menstruations ne sont pas discutées ouvertement, où honte et/ou tabous les entourent, les filles ne peuvent qu'avoir une compréhension très réduite de ce qui leur arrive à elles et à leur corps. »**

Bretagne, pour discuter des barrières à l'éducation des filles relatives à l'eau et à l'assainissement. Les participants comprenaient des Ministres de l'éducation, des politiques, des spécialistes, des bailleurs de fonds, des membres d'institutions concernées par ces questions, des banques de développement, des représentants du secteur privé, et plus important, des élèves et des jeunes gens de huit pays en voie de développement. La déclaration commune effectuée après le tour de table fait état du fait qu'en plus de la nécessité de toilettes séparées pour les garçons et les filles, celles de ces dernières doivent être conçues pour « prendre en compte les besoins spécifiques des filles en relation à leur protection, intimité, et à une gestion des menstruations adéquate. »

Il existe quelques initiatives prometteuses s'attaquant aux questions délicates de menstruation et de conscience du corps chez les filles. Il devient évident que des approches multi-secteurs sont nécessaires, et que les experts de la santé, de l'eau et de l'assainissement, et de l'éducation travaillent mieux ensemble. Compte tenu des nombreuses croyances culturelles ou traditionnelles relatives au cycle menstruel et à la ménarche, les approches les plus prometteuses sont basées sur les perspectives sociales et ethnographiques relatives à la signification de la menstruation pour les filles et leur famille.

De ce travail ressort un nombre de recommandations clés à être prises en compte par différents acteurs tels les ONG, les groupes de femmes et les organisations de jeunes, les gouvernements, les écoles, les services de santé, et les chercheurs.

- Des aménagements sanitaires adéquats et avenants pour les filles doivent être considérés comme une priorité pour tout projet de construction ou de rénovation d'écoles et doivent être conçus et réalisés avec la participation des filles.
- Dans les contextes de crises, de situations d'urgence ou de reconstruction, les Standards minimum pour l'éducation en situation d'urgence et les directives comme celles produites par le Consortium Réponse à la santé reproductive en situation de conflit et l'IRC, le Centre International de l'Eau et l'Assainissement doivent être suivies. Ces directives doivent être utilisées comme outils de sensibilisation pour encourager les bailleurs à donner des fonds pour des projets d'éducation amie des filles, de santé et d'assainissement.
- Les filles sont des parties prenantes importantes et des 'connaissuses' des menstruations et de la santé reproductive dans leurs communautés. Elles devraient donc participer à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation de toute intervention.
- Des protections hygiéniques doivent être proposées aux filles qui sans cela n'iraient pas à l'école. Les efforts doivent porter sur la durabilité d'un tel approvisionnement (par exemple en montrant aux filles comment faire leurs propres serviettes).
- Les programmes scolaires se doivent d'aborder les thèmes de la puberté et des règles, et les cours sont à donner par des enseignants confiants, ayant le savoir nécessaire, et préférablement des femmes. Cela implique que



Sessions de santé reproductive au lycée St George, Mendefera, Erytrée.

le sujet soit intégré dans les programmes de formation des enseignants, pour les hommes et les femmes, les femmes devant se préparer à transmettre leur savoir et dans le cadre des cours, et dans le cadre de discussions informelles sur le sujet.

- Dans les cas où il n'y a pas d'enseignantes pour aborder le sujet de la puberté ou des menstruations avec les filles, il faudrait essayer de travailler en collaboration avec les femmes de la communauté, par exemple des infirmières, des travailleuses sociales, des sages-femmes, ou des femmes influentes dans la communauté, qui pourraient venir à l'école mais aussi faire des permanences de façon régulière et être présentes pour répondre aux questions et préoccupations des filles au fur et à mesure qu'elles apparaissent.
- L'école devrait avoir comme finalité la création d'un environnement dans lequel discuter de la puberté ou des règles soit possible. Les enseignants et les responsables d'école, peut-être en partenariat avec des groupes de femmes locaux, peuvent convaincre les parents que leurs filles doivent aller à l'école même lorsqu'elles ont leurs règles, et que des protections hygiéniques appropriées doivent être achetées par la famille.
- Des recherches plus approfondies sont nécessaires, de préférence des recherches-action impliquant les filles et portant sur, par exemple, l'impact à long terme pour les filles qui ont participé à des initiatives éducatives sur les menstruations, sur l'efficacité des projets en eau et assainissement et leurs répercussions sur le taux de survie des filles, et comment appréhender de façon appropriée les croyances culturelles locales sur les menstruations. Il est primordial que toute nouvelle intervention soit rigoureusement évaluée et que l'on continue à identifier les carences de savoir.

#### Encadré

##### **Donner des kits confort aux filles et aux femmes : le programme d'éducation de base au Soudan**

Peu de filles dans le sud du Soudan peuvent se permettre d'acheter ou même de fabriquer leur propres protections hygiéniques et par conséquent, les filles scolarisées sont généralement obligées de manquer l'école lors de leurs règles. Les filles internes restent normalement dans leur dortoir, écoulant leurs saignements et prenant des douches régulières. Les externes restent simplement à la maison. Cela signifie que les filles manquent l'école chaque mois et sont désavantagées dans leur processus d'apprentissage. Afin de résoudre ce problème, le programme d'éducation de base du Soudan (PEBS) distribue des 'kits confort' contenant un jeu de serviettes hygiéniques réutilisables en coton et un sous-vêtement, aux filles de lycée et aux enseignantes en formation. Une première évaluation montre l'impact significatif de ces kits sur la présence en classe et le degré de confiance en soi des filles. De plus, la distribution gratuite de ces kits à l'école a sensibilisé les enseignants et les administrateurs et a permis aux filles de parler davantage des menstruations à l'école. L'évaluation a également révélée que peu de filles comprenaient véritablement le processus biologique des règles. Le PEBS a maintenant développé un petit livret, simple, expliquant les menstruations et les changements physiques associés à la puberté qui sera ajouté au kit confort lors des prochaines distributions.

#### Encadré

##### **Améliorer le savoir sur les menstruations et leur gestion pour les filles en Érythrée** **Par Rozina Michael, CRS Érythrée**

Les Services du Secours Catholique (SSC) en collaboration avec l'Union Nationale des Femmes de l'Érythrée (UNFE) ont remarqué que de nombreuses jeunes érythréennes manquent l'école complètement ou ne s'y sentent pas à l'aise pendant leurs règles, entraînant une baisse de participation et des performances dans la classe. Pour remédier à cela, le SSC a lancé un projet d'émancipation des filles visant à améliorer la santé reproductive et les connaissances en hygiène des écolières, renforçant leur confiance en soi dans la classe à travers du soutien extrascolaire sur des sujets de base, et facilitant leur présence en classe durant leurs règles par le biais de toilettes pour filles et de distribution de protections hygiéniques, de savon et de sous-vêtements. Pour atteindre l'objectif de sensibilisation à la santé reproductive, le projet a produit un manuel de formation sur la santé reproductive des adolescents qui a été utilisé lors de formations de formateurs des éducateurs spécialisés. Des ateliers de formation de formateurs hebdomadaires furent menés sur une période de sept mois pour des éducateurs spécialisés auprès des adolescentes, qui ont ensuite transféré leurs savoirs à leurs pairs. Les toilettes filles furent réhabilitées dans les écoles ciblées et des latrines sont actuellement en construction dans l'une des écoles, en collaboration avec l'association des parents d'élèves. Une évaluation récente des deux années du projet a prouvé que la présence des filles dans les écoles faisant partie du projet a augmenté durant leur cycle menstruel, et qu'une des conséquences du projet éducatif sur l'hygiène a été l'augmentation du nombre de remplacement des protections hygiéniques, passant de un à deux-trois fois par jour. Une des leçons du projet est la nécessité de sensibiliser les parents à la santé reproductive des filles, l'importance de renforcer les liens entre l'école, les enseignants et les associations de parents, et la nécessité de tisser des liens entre les écoles et les entreprises fabriquant des protections hygiéniques.

« De nombreuses jeunes érythréennes manquent l'école complètement ou ne s'y sentent pas à l'aise pendant leurs règles, entraînant une baisse de participation et des performances dans la classe. »

#### Encadré

##### **Travailler sur les menstruations avec des filles à Bombay, Inde : le centre de ressources pour les femmes de Vacha.** **Par Sonal Shukla, Centre de ressources pour les femmes de Vacha**

Les menstruations sont vues comme un facteur polluant par les Hindous et les filles et femmes réglées sont considérées comme intouchables. Même lorsque l'intouchabilité stricte n'est pas observée, les filles apprennent dès leur plus jeunes années adolescentes qu'elles ne peuvent rien toucher dans la cuisine, ni visiter un temple pendant leurs règles. Pratiquer l'intouchabilité contre les filles réglées a un effet néfaste sur l'image qu'elles ont d'elles-mêmes, et ce à une étape cruciale de leur développement. Il est courant de croire que les conserves pourrissent si confectionnées par des femmes/filles ayant leurs règles. On peut voir d'après le travail de recherche et la formation effectués au Centre de ressources pour les femmes de Vacha que s'il existe une forte

conscience du système de tabous et de sanctions chez les femmes, il n'y a en revanche que peu de connaissances sur le processus des menstruations.

Pour développer un module d'apprentissage pour les filles de familles pauvres en milieu rural et urbain dans l'ouest de l'Inde, on a fabriqué un corps et des pans de tissu avec du velcros, sur lesquels on a représenté les différentes parties du corps, y compris les systèmes de circulation sanguine et de respiration, pour que les filles puissent les défaire et les recoller dans le bon ordre. Cela a permis de séparer les menstruations des fausses conceptions socio-religieuses tout en montrant que c'était un phénomène biologique important. Les discussions sur le vécu des expériences physiques et sociales des filles furent encouragées. Elles soulevèrent de nombreuses questions, en particulier sur les douleurs dans l'abdomen et dans le dos, et sur l'abondance des règles. Les filles étaient très excitées et ont partagé leurs connaissances avec leur mère et même avec leur père ! Certains enseignants nous demandèrent des cours sur des sujets particuliers. Nous pourrions accéder à leurs demandes par le biais des programmes de formation sur le genre dans plusieurs districts dans le cadre des cycles EPT.

Aider les filles et les femmes à changer leur mentalité quant à leur corps et leurs potentiels agents polluants demande des stratégies multiples étant donné que les croyances sont soutenues par les systèmes familiaux, religieux et de castes. Elles sont aussi intériorisées et perpétuées par les femmes. L'une des voies suivies par Vacha pour chasser de tels mythes est l'organisation de foire « santé » pour les filles dans lesquelles on trouve une cabine spéciale pour des consultations privées et l'apprentissage d'exercices de yoga pour réduire la douleur.



Credit: Vacha

#### Education sur les menstruations avec Vacha.

Dr Jackie Kirk est conseillère pour l'Unité de Protection et développement de l'enfance et de la jeunesse du Comité de Secours International et une chercheuse associée au Centre de recherche et de formation sur les femmes, université de McGill, Montréal. Jackie a une longue expérience des questions de genre et d'éducation, et particulièrement chez les filles adolescentes ou pré-adolescentes dans le contexte du développement et des situations d'urgence.

Marni Sommer est actuellement en doctorat de Sciences socio-médicales à l'École de santé publique, université de Columbia. Elle est l'éditrice en chef du journal « Santé publique mondiale » et a de nombreuses années d'expérience professionnelle en santé publique internationale.

# Partenariat trans-organisationnels : L'alliance pour l'action communautaire pour l'éducation des femmes – Ouganda

Stéphanie Garrow

Une façon significative de s'assurer que des actions en faveur de l'éducation des filles vont avoir lieu est de créer des connections entre les membres de la communauté et les organisations de la société civile. Au travers de projets communs et de petites subventions, les gens peuvent se rassembler pour établir de nouvelles stratégies visant à répondre aux besoins éducatifs des filles. Un bon exemple est l'Alliance pour l'action communautaire pour l'éducation des femmes en Ouganda, un partenariat entre le Ministère de l'éducation, l'UNICEF, les bailleurs internationaux et les ONG et organisations communautaires. Sortie de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique en 1998 et hébergée par le Forum des éducatrices africaines, l'Alliance vise à soutenir le rôle joué par les ONG et les organisations communautaires dans l'amélioration de l'éducation des filles.

Par le biais de cette initiative, des stratégies innovantes pour l'action communautaire ont été mises en œuvre. Par exemple, grâce à une petite subvention, un groupe de jeunes filles enceintes et de mères célibataires ont été à même de créer un programme et du matériel éducatif et d'engager des tuteurs pour finir leur enseignement secondaire par correspondance. Ce type d'appui financier permet non seulement de leur offrir des ressources pratiques, mais aussi de créer un forum pour ces mères célibataires, à organiser de façon stratégique autour de leur droit à continuer l'école.

Une étude conduite dans le cadre d'une recherche de doctorat entre 2000 et 2003 met en valeur les principales caractéristiques d'Alliance Ouganda. L'étude utilise une approche féministe pour examiner les relations transorganisationnelles et comment ces partenariats stratégiques améliorent les transformations liées au genre en éducation. La méthodologie comprend des activités de recherche en collaboration avec les organisations, une cartographie sociale, des entretiens et des groupes focaux pour examiner les points de vue et les positions des organisations elles-mêmes. Cela a permis la promotion des idées et pensées des femmes et a permis d'en savoir plus sur les défis de leur travail quotidien pour l'égalité des sexes. Cette étude identifie des politiques et des leçons pratiques qui peuvent nous aider à penser différemment les alliances stratégiques en éducation des filles et leurs facteurs de succès.

Un résultat de taille est l'importance de l'implication des gens et des organisations de terrain qui sont souvent laissés de côté dans les partenariats transorganisationnels. Les petites

organisations informelles ne sont généralement pas ciblées par les partenariats formels ou hauts placés et peuvent parfois être considérées comme n'ayant pas les capacités 'suffisantes' pour participer de manière significative dans le dialogue autour des politiques. Pour que ces partenariats plus intégrateurs marchent, l'Alliance a remarqué qu'il fallait renforcer les capacités des chefs de file locaux, et d'abord celles des femmes. Il est important que les fausses attentes des structures et organisations locales liées à la possibilité de recevoir des fonds à long terme par le biais de ces partenariats temporaires soient démenties.

Un autre aspect de ces partenariats innovants est l'implication des gouvernements locaux. La participation des représentants du gouvernement au niveau local assure une compréhension plus profonde des questions relatives à l'éducation des filles, et permet

que ces dernières soient rapportées de façon appropriée aux planificateurs du gouvernement central et autres organes de décision. L'Alliance soutient une série d'ateliers de sensibilisation au niveau local, et de réunions de mobilisation pour les représentants du gouvernement et les groupes communautaires, comme étant des moyens de bâtir des partenariats plus solides et d'assurer des conditions d'influence mutuelle entre les diverses parties prenantes. L'une de ces réunions, dans le district reculé de Nebbi en Ouganda (près de la zone de conflit du nord) a permis la création de l'Alliance du district de Nebbi, devenue un réseau officiel de représentants politiques locaux, d'organisations communautaires, de chefs, de groupes religieux et de familles prêts à travailler collectivement pour gérer les problèmes de genre en éducation.

Se lancer dans le renforcement des capacités de ces types de réseaux locaux entraîne des bénéfices qui sont aussi ressentis par les organes de décision du pouvoir central. Un officiel haut placé du Ministère de l'éducation décrit ainsi les avantages de ce type d'échange : « Le Ministère est maintenant en train de changer sa vision et de faire en sorte que les politiques décrétées au niveau central marchent pour les communautés. Nous savons que nombre de nos politiques ne peuvent atteindre les communautés dans tous les recoins du pays. De ce fait un système permettant de travailler par le biais des organisations communautaires et leurs propres réseaux locaux est un système d'avenir. Parce que ce sont des gens qui vivent dans la communauté et qui peuvent influencer les changements d'attitude. Parce que c'est un voisin parlant à un voisin. »

Pour finir, l'étude met en valeur l'importance d'observer ces partenariats à travers des 'lentilles genre'. Ceci est une approche durable pour que les partenariats pour l'éducation des filles s'assurent que les processus soient examinés et partagés dans d'autres contextes de développement. Trop souvent, si l'on considère la prééminence des OMD et autres politiques internationales menant une analyse du genre, les stratégies de collaboration créées pour atteindre l'égalité des sexes en éducation sont généralement conceptualisées et appréhendées sans prêter attention à l'analyse du genre ou en la reniant. Cela signifie que les réseaux de collaboration visant à atteindre l'égalité des sexes risquent d'exclure les voix et la participation des femmes de leurs propres activités. L'étude sur Alliance Ouganda souligne le rôle unique que peuvent jouer les partenariats transorganisationnels en terme de catalyseur des progrès en éducation des filles. L'étude explique pourquoi l'Alliance a été efficace dans la promotion de la participation communautaire, l'influence mutuelle et la formulation de politiques basée sur la collaboration.

*Stéphanie Garrow est consultante en éducation et vient de terminer son doctorat en Politiques éducatives à l'université de McGill Montréal. Sa recherche explore les modèles de partenariats transorganisationnels facilitant la participation des communautés dans les initiatives pour l'égalité des sexes, avec un intérêt particulier porté aux programmes d'éducation des filles. Coordonnées : sgarrow@videotron.ca; Tél. 514 525 5922. Pour plus d'information sur les programmes d'Alliance Ouganda, contacter Florence Kanyike, Coordinatrice Nationale, Forum des éducatrices africaines, Ouganda, flokanyike@faweu.or.ug.*



Les partenaires de l'Alliance Ouganda représentant les relations inter-organisations lors d'un atelier de recherche participatif animé par Stéphanie Garrow.

Credit: Stéphanie Garrow

# Paroles d'enseignants

Shobha Bajpai, Inde

*Lors de son premier entretien avec Equals, en octobre 2003, Shobha Bajpai, enseignante au collège gouvernemental d'Uda, Harda au Madhya Pradesh, Inde, disait que l'égalité des genres « ne peut pas être atteinte avec des discours forts ni l'intégration d'un ou deux chapitres sur le genre. Il faut une véritable révolution portant sur l'ensemble du système scolaire... les programmes, les règles, les examens, la façon d'enseigner... sur tout ». Nous sommes retournés lui demander s'il y avait aujourd'hui « des preuves d'une révolution en marche » ? ou même des signes ?*

Nombreux sont ceux qui soutiennent que les initiatives mondiales telles que les OMD prennent du temps à s'infiltrer au niveau local, mais les politiques éducatives d'Inde déclarent depuis 20 ans intégrer les questions de genre dans les programmes, les manuels scolaires, la formation des enseignants, et la gestion des structures scolaires, depuis en fait mon arrivée à l'école d'Uda.

A mon avis, bien peu de choses ont changé, y compris ces dernières années au cours desquelles j'ai commencé à écrire pour Equals. Il m'est difficile de donner une opinion sur ce qui a changé dans mon district depuis 2003 parce qu'on manque d'information sur les progrès qui ont lieu. Il faudrait que j'investisse beaucoup de temps pour avoir une idée précise des progrès accomplis, et même si je pouvais trouver le temps, mes questions ne trouveraient pas forcément de réponses. Ces dernières viennent donc de ma propre expérience dans une école locale et de mes discussions avec des membres d'ONG, des amis et des collègues rencontrés lors de formation ou d'activités plus officielles.

## Qu'est-ce qui a changé ?

Des réformes ont été introduites sous la forme de l'initiative Sarva Shiksha Abhiyan (SSA, une mission nationale pour l'universalisation de l'école élémentaire), lancée dans notre district en 2000. Les réformes SSA sont larges et cherchent à atteindre la qualité, l'équité et l'égalité.

Alors que tous les segments de l'éducation sont supposés subir des réformes, les types de changements que j'estime nécessaires ne sont pas encore visibles. La plupart des éléments de SSA sont confus pour les enseignants qui n'ont pas une idée claire de ce que le gouvernement veut obtenir, leur impact le plus immédiat ayant été une augmentation du nombre des tâches non directement liées à l'enseignement (particulièrement la collecte de données) que nous avons dû remplir.

Cette période est peut-être fondatrice mais mon impression est que cela devrait émerger de débats et d'une démarche collaborative. Quelque soit le chemin emprunté par la réforme, nous n'avons pas encore expérimenté de changements dans les programmes, les règles de vie, les examens et la façon d'enseigner, pas les types de changements du moins que j'avais décrits dans les numéros 4,5,6 et 8 de Equals, qui me paraissent

nécessaires pour une plus grande qualité et égalité en éducation.

Cependant, il ne fait aucun doute que certaines choses changent. Le gouvernement a financé des bâtiments scolaires et une amélioration des programmes. Presque chaque école de village a des toilettes et des travaux sont en cours dans le cadre de la SSA pour celles qui n'en ont pas encore. Nombre d'enquêtes sont en cours pour s'assurer que tous les enfants sont répertoriés et vont à l'école. Des efforts sont faits pour atteindre les enfants qui ont abandonné l'école, sous la forme de cours passerelles pour les classes à examen en 5ème et 8ème années, et des hôtels - internats offrent leurs locaux aux filles pour qu'elles puissent participer à ces cours. Des manuels gratuits sont distribués pour les garçons Dalit et Adivasi, et toutes les filles de la 6ème à la 8ème année. Des uniformes gratuits sont disponibles pour toutes les filles dès la première année et des vélos sont fournis aux filles Dalit et Adivasi qui habitent à plus d'un kilomètre de l'école.

La formation des enseignants a été décentralisée et est maintenant proposée localement, ce qui fait une grande différence. Harda devrait avoir son propre Institut d'éducation et de formation, mais je ne sais pas quand cela se mettra en place. La durée de la formation a été accrue, mais je n'ai pas d'information ni sur le contenu ni sur l'approche qu'aura celle-ci. Si les formateurs sont bons, les enseignants stagiaires en bénéficieront forcément, mais une fois encore je ne sais rien des formateurs locaux.

La scolarisation des filles et leur survie à 5, 8, 10 et 12 ans d'école s'améliore graduellement, et les résultats aux examens montrent que plus d'enfants, et plus de filles, réussissent à ces stades. Je n'ai cependant pas accès aux statistiques. En 1986, lorsque j'ai rejoint l'école Uda, il n'y avait aucune fille scolarisée en Standard 8. En 1987, il y en avait deux. En 2003, les filles représentaient 40% des élèves finissant la classe Standard 8.

## Quels changements attendons nous encore ?

En ce qui concerne les programmes, je pense qu'à Harda et dans d'autres districts, nous avons véritablement fait un bond en arrière, avec qui a des conséquences sur l'égalité des sexes. Lorsque je suis arrivée à Uda en 1986, l'école suivait les programmes de sciences de l'ONG Eklavya, et avait juste commencé à mettre en place leurs programmes de sciences sociales. Cette initiative était un exemple de collaboration entre l'état et la société civile, avec une ONG développant des programmes et du matériel pour une utilisation dans les écoles gouvernementales et aidant/formant les enseignants de l'état. Nous (comme de nombreuses autres écoles) avons suivi cette approche des programmes jusqu'en 2002. Celle-ci abordait l'injustice due au genre, les filles et les femmes y avaient une place préminente et n'étaient pas continuellement présentées comme faibles. Nous pouvions discuter des droits des femmes, des préjugés



Credit: Espeth Page

attachés au sexe, du système des castes et de la discrimination, de la démocratie et des façons de gouverner, etc. Mais plus que ça, les élèves trouvaient ces approches plus intéressantes, donc en soi elles étaient meilleures pour leurs résultats et pour l'équité. Toutes les interventions d'Eklavya furent cependant arrêtées par le gouvernement en 2002, malgré de nombreuses oppositions. Nous sommes revenus aux programmes gouvernementaux, mais il est triste de voir que de tels cours ont été mis au placard plutôt que répandus.

VIH et Sida ne sont toujours pas traités avant le lycée (9ème année et au-dessus) mais je ne suis pas sûre de l'impact de ces sessions de toute façon. Enseignants et élèves trouvent toujours très difficile de faire face à toutes les questions associées au thème. Il est également triste de constater qu'à ce stade de nombreux enfants ont déjà quitté l'école et ratent donc toute éducation relative au VIH/Sida.

Certaines organisations travaillent sur les questions de genre, mais les individus participent uniquement s'ils sont personnellement intéressés, et à ce jour peu semblent l'être. Je ne sais pas si le Gouvernement a organisé des ateliers mais vu l'intérêt que je porte à ces questions, ce qui se sait autour de moi, je suis quasi sûre que j'aurais été informée s'il y en avait eu. Les comités nationaux et étatiques de femmes continuent leur travail, mais je ne suis pas convaincue de leur impact.

Des changements apparaissent dans le système éducatif, mais graduellement, surtout parce que les perceptions sociétales du genre et les attitudes ne changent que très graduellement. Les pas en avant sont très lents, et sont souvent suivis de pas en arrière. Un plus grand soutien et une plus grande pression à tous les niveaux, local, national, étatique et mondial sont nécessaires pour permettre un progrès plus significatif.

# Critique de livres

## Au-delà de l'accès : transformer les politiques et pratiques pour l'égalité des sexes en éducation

Sheila Aikman et Elaine Unterhalter (Eds)  
Oxford: Oxfam (2005)  
ISBN: 0-85598-529-1  
Pages: 263

### Changu Mannathoko

Le titre de ce livre est plein de promesses. L'ouvrage cherche la preuve que les initiatives décrites ont la capacité de mener à une éducation transformatrice. Les changements de politiques et de pratiques donnent-ils aux filles l'occasion de réaliser leur plein potentiel, et participent-ils au développement d'une société démocratique et juste ? Le livre est une réussite dans sa globalité. C'est pourquoi plonger dans un chapitre ou un autre n'apaisera pas la faim des initiatives pratiques et provocatrices décrites et analysées.

L'effet d'accumulation créé par les chapitres est impressionnant. La première partie examine l'étendue actuelle des inégalités dues au sexe en éducation et le type de barrières qui empêchent d'atteindre l'égalité des sexes telle qu'elle est définie dans l'objectif du millénaire numéro 3. Le premier chapitre passe en revue quatre perspectives d'analyse des questions de genre, d'éducation et de développement. Une combinaison de l'approche des capacités avec d'autres approches analytiques mène vers l'ébauche d'un cadre d'action complet d'analyse utilisé tout au long du livre.

Une autre force de la première partie est le chapitre 3 qui porte sur la mesure de l'égalité des sexes en

éducation. Le chapitre présente l'Indice de l'égalité des genres en éducation (IEGE), un moyen autre de mesurer les avancées et les reculs en matière

d'égalité des sexes en éducation. L'IEGE met dans la balance quatre mesures communément utilisées : la scolarisation des filles, le taux de survie des filles sur une période de 5 ans d'enseignement primaire, le taux net de scolarisation des filles dans le secondaire, et l'Indice sexo-spécifique du développement humain (ISDH). La comparaison de l'IEGE dans les pays d'Afrique du Commonwealth entre 1990 et 2003 en dit long. Parmi les six pays arrivant en tête en 1993 (Botswana, île Maurice, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland et Zimbabwe), seuls le Botswana, la Namibie, et l'Afrique du Sud ont fait des avancées dans la décennie qui a suivi, jusqu'en 2003. En Asie, les pays à large population (Bangladesh, Inde et Pakistan) ont généralement des rangs assez bas sur l'échelle de l'IEGE. Cependant, parce qu'ils ont commencé tout en bas, les pays asiatiques ont

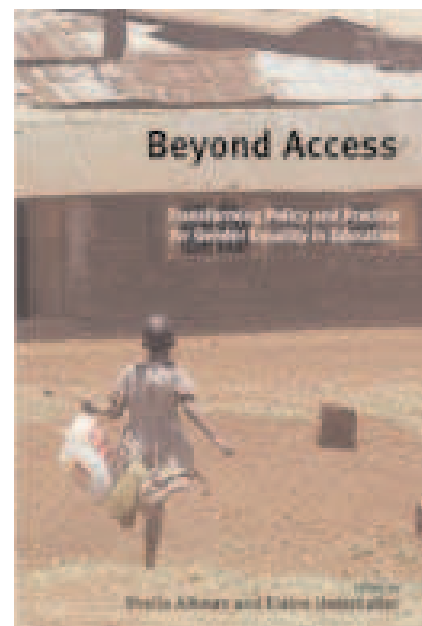
fait des avancées significatives, comme le Bangladesh ou le Népal entre 1993 et 2003. Pendant ce temps, les pays d'Amérique latine comme Trinidad ont chuté dans les années 90 sur l'échelle de l'IEGE. Les auteurs expliquent ces tendances en faisant référence aux histoires dévastatrices de ces pays en guerre et en comparant les pays aux gouvernements autocratiques en bas du classement avec ceux des gouvernements démocratiques placés plus haut. L'IEGE est un outil précieux pour mesurer l'ampleur du défi auquel nous faisons face et le niveau de mobilisation à déployer pour atteindre les OMD 2 et 3 d'ici à 2015.

La deuxième partie consiste en 6 chapitres qui se penchent sur la transformation de l'action par le changement des politiques à travers la pratique, et comment les changements de politiques gouvernementales ont entraîné des changements, en pratique, vers une plus grande égalité des sexes. La troisième partie s'étend sur 3 chapitres qui analysent plusieurs approches innovantes utilisées dans les écoles et les communautés travaillant pour l'égalité des filles et des femmes. Le chapitre 10 sur le VIH/Sida dans les écoles montre les

caractéristiques liées au genre dans les questions de Sida et comment l'épidémie est enracinée dans les problèmes de masculinité et de féminité. Le chapitre souligne comment la

formation d'animateurs se doit d'évoluer de la sensibilisation vers un changement de comportement. Je voudrais même aller plus loin et dire que la formation doit aller au-delà du changement comportemental pour inclure le changement social. Ces jeunes gens ne vivent pas isolés les uns des autres et certains défis et réalités auxquels ils sont confrontés sont d'ordre socioculturels et économiques.

Ce livre n'est pas sans lacunes bien entendu. Parmi les débats actuels non mentionnés, on peut citer l'approche basée sur les droits de la personne pour la programmation et le développement des capacités communautaires, les stratégies d'éradication de la pauvreté, les mécanismes de protection sociale inter-sectoriels, les orphelins et les enfants vulnérables, les nouvelles modalités d'aide et



l'approche sectorielle. Les études de cas relatifs à l'approche sectorielle comprennent l'audit récemment conduit au Ministère de l'éducation du Lesotho qui a été financé par les plans de développement du secteur. En Zambie, des interventions du programme d'éducation des filles, soit les politiques de seconde entrée et de bourses pour les filles, ont été intégrées dans le processus du secteur éducatif. En Ouganda, le cadre d'action pour les jeunes désavantagés a été incorporé dans le Plan d'investissement du secteur de l'éducation publié en 2003.

Le chapitre 12 présente le cas d'un moyen innovant de faciliter l'éducation des filles dans l'école de Loreto à Calcuta, Inde. Le chapitre met en lumière que pour avoir une éducation de qualité, les écoles doivent faire face à des facteurs qui les dépassent, comme le partenariat avec les parents, la communauté, les autorités locales, et les organisations basées sur la foi. L'école Loreto est un exemple similaire de programme d'éducation des filles comme les écoles amies des enfants qui sont gérées par les gouvernements dans certains pays d'Asie et d'Afrique en collaboration avec l'UNESCO et l'UNICEF. De telles écoles s'assurent que l'environnement scolaire est au centre de la protection des filles et des garçons, et des enfants vulnérables. Comme l'école Leroto, ces écoles rencontrent des difficultés, mais ont beaucoup de points positifs.

*Au-delà de l'accès est un livre important qui fournit des pistes utiles sur les politiques et pratiques transformatrices vers l'égalité des sexes en éducation. Je recommande cet ouvrage aux travailleurs du développement et aux étudiants d'université de par le monde.*

*Changu Mannathoko, conseiller en éducation pour le bureau régional de l'UNICEF de l'Afrique de l'est et du sud.*

# Commentaires de conférence

## 10ème Forum International de l'Association des femmes dans le développement, 27-30 octobre 2005, Bangkok, Thaïlande

Par Chloe Challender

Sur le thème de « Comment se produit le changement ? », ce rassemblement massif d'environ 2000 féministes, travailleurs du développement, organisateurs communautaires, chercheurs, activistes des droits de la personne, syndicalistes et décideurs – presque tous des femmes – était l'occasion de faire le plein sur les questions liées au droit des femmes dans le développement. Les questions brûlantes de la conférence comprenaient le droit des femmes en relation à la montée de la militarisation et des fondamentalismes, l'ampleur du VIH/Sida, les menaces que représentent une mondialisation menée par les corporations, l'injustice économique et l'inégalité, et comment inclure les femmes et les filles dans le dialogue mondial.

Chacun des quatre jours du forum commença par une session plénière sur l'un des différents aspects de « produire du changement », suivie d'un vaste

choix de 15-20 groupes parallèles examinant différents aspects du genre et du droit des femmes dans le développement. Le soir étaient organisés des sorties de livres, des projections de films, des petits forums et des dîners.

Les messages-clés du forum portent sur le fait qu'un contexte de militarisation accrue et de réponses contre le terrorisme produit un climat difficile et peu favorable au changement. L'accent fut mis sur l'importance de s'assurer que diverses branches de l'activisme mondial soient connectées afin d'avoir un maximum d'impact. De nombreux groupes de femmes mentionné exprimé que l'ordre du jour des OMD n'était pas leur vision du changement et que la Plate forme pour l'action de Pékin restait leur plan pour le développement.

Il fut décidé que 2006 était une année cruciale pour embrayer un dialogue avec les Nations Unies

afin de catalyser le progrès sur les droits des femmes dans le développement. De vastes réformes, particulièrement au sein du Conseil de sécurité devraient ouvrir des portes pour réaffirmer que l'ONU est un espace au sein duquel les mouvements de femmes peuvent travailler, comme cela avait été fait de façon si concluante lors des conférences des années 90. Le rapport de l'Assemblée générale sur la violence envers les femmes pourrait être une autre porte d'entrée sur l'ONU en 2006. Enfin, l'autre question de taille discutée lors du forum portait sur comment mesurer les progrès des questions se rapportant aux femmes. Le budget sensible au genre fut mis en lumière comme un outil important pour évaluer l'engagement des gouvernements dans les actions visant à faire de l'égalité des sexes une réalité.

Pour plus de détail, voir [www.awid.org](http://www.awid.org)

## Augmenter la participation des femmes à l'échelle mondiale, 7-8 octobre 2005

Par Mora Oommen

Les 7 et 8 octobre, l'Institut de recherche sur les femmes de l'université de Brigham Young a organisé un atelier sur le thème « Augmenter la participation des femmes dans l'éducation dans le monde » au resort de Sundance, Utah, USA. Cet atelier rassemblait divers groupes d'universitaires et de personnes de terrain. Les expériences des participants couvraient la Chine, l'Inde, le Mali, le Mexique, l'Afrique subsaharienne et les communautés d'Indiens d'Amérique. Un large champ d'expertises était représenté, des neurosciences, aux handicaps en passant par le VIH/Sida, à la science et la technologie, à l'enseignement supérieur, à l'alphabétisation des femmes, à la jeunesse et à l'emploi.

Le Professeur Nelly Stromquist de l'université de Caroline du Sud fit un discours sur les efforts mondiaux en faveur de l'éducation des filles et des femmes au travers de l'EPT et des OMD. Sa présentation discutait les deux séries d'objectifs et

les tendances actuelles quant à leur réussite. Elle détailla également les opportunités pour la réussite de ces objectifs. Par exemple, elle partagea des données captivantes sur un groupe de pays d'Amérique latine montrant les taux élevés de budgets nationaux réservés pour le remboursement de la dette en comparaison des taux réservés à l'éducation. Elle articula le rôle important que les individus du 'nord' doivent jouer en faisant pression sur leurs politiciens, leurs organes de décision et les bailleurs de fonds internationaux. Dr. Bonnie Ballif-Spanvill, directeur de l'Institut de recherche sur les femmes et Dr. Valerie Hudson présentèrent le Projet « Stats sur les femmes », une base de données statistiques (dans la phase finale de son développement) sur les femmes comprenant plus de 216 variables codées sur plusieurs pays.

Les discussions de l'atelier portèrent sur comment les participants pourraient travailler en

collaboration ou individuellement sur un certain nombre d'aspects de l'éducation des femmes émergeant des sessions de discussion. Parmi les résultats de l'événement on compte la rédaction d'une déclaration de principes sur mes OMD proposant des moyens de rendre les OMD plus atteignables, et des moyens d'aller au-delà des OMD pour appréhender les autres développements en matière d'éducation des femmes (comme par exemple collecter de meilleures données, trouver un biais pour inclure des témoignages de femmes dans les évaluations et avoir des points de comparaison plus spécifiques au lieu d'objectifs à 5 ou 10 ans). Il est prévu qu'une partie de cette déclaration de principes soit adaptée pour en faire une publication facile à lire et attrayante. De plus amples informations sur l'atelier peuvent être obtenues en envoyant un email à [Joanali Evans](mailto:Joanali_Evans@byu.edu), Coordinatrice-Institut de recherche sur les femmes, [Joanali\\_Evans@byu.edu](mailto:Joanali_Evans@byu.edu).

## Rapport par ASPBAE (Bureau d'éducation pour adulte d'Asie Pacifique Sud) Programme d'éducation Sida/ Réunion du groupe de travail Bureau d'éducation pour adulte d'Asie Pacifique Sud sur la mobilisation pour l'éducation contre le VIH/Sida, 29-31 août 2005

La réunion du groupe de travail a eu lieu à Chiang Mai, Thaïlande, du 29 au 31 août 2005, rassemblant des organisations s'occupant d'éducation et du VIH/Sida pour explorer des pistes communes et voir comment un travail en collaboration pourrait augmenter force et dynamisme dans l'action.

Les thèmes clés de chaque secteur furent discutés tour à tour en focalisant particulièrement sur les questions de stratégies. Les discussions mirent en valeur les redondances et les manques entre les deux secteurs et le besoin pour chaque secteur de sortir au-delà de son champ propre pour rassembler d'autres acteurs et ainsi renforcer leurs efforts de mobilisation.

Soutenir le succès des objectifs du millénaire (OMD) fut identifié comme une activité dans laquelle les deux secteurs étaient présentement impliqués, au niveau des politiques, des campagnes et du renforcement des capacités. Les participants s'accordèrent pour intégrer les questions de VIH et d'éducation plus pleinement, par exemple la planification des prochaines réunions pour la Campagne mondiale pour l'éducation s'efforcera d'intégrer le VIH/Sida à l'ordre du jour.

Les activités à moyen et long terme incluent une collaboration des deux secteurs sur les opérations liées à la semaine de la Campagne de l'éducation pour tous, sur l'organisation des conférences Asie-

Pacifique et Sida International, et Réduire la souffrance. Un échange de compétences entre les deux secteurs fut aussi proposé comme une composante essentielle de tout plan à long terme. Le secteur éducation pourrait partager ses compétences pour la formation d'enseignants et de formateurs, et le secteur VIH pourrait partager son savoir sur le VIH/Sida et les défis liés au secteur éducatif sur cette problématique. Pour plus de détail, et le rapport complet, contacter [aspbae@vsnl.com](mailto:aspbae@vsnl.com)

# Nouveaux rapports en éducation et genre

De l'UNESCO:

## 2006 Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous

Le 25 novembre a vu la sortie du Rapport mondial de suivi sur l'EPT, l'évaluation annuelle de l'UNESCO sur les progrès vers les objectifs de l'EPT, endossés par plus de 160 pays au Forum mondial pour l'éducation de Dakar en 2000. Cette année, une attention particulière est placée sur l'objectif 2005 relatif à la parité entre les sexes. Le rapport porte également une attention particulière à 'l'inclusion des exclus' dans les programmes d'alphabétisation pour les jeunes et les adultes, afin de répondre aux besoins des 771 millions de personnes qui à travers le monde manquent de compétences en alphabétisation (le véritable chiffre étant probablement bien plus élevé comme le souligne le rapport), la majorité d'entre elles étant des femmes.

Le rapport souligne que des progrès rapides en matière de réduction de l'analphabétisme

requièrent un engagement de la part des dirigeants politiques pour agir au plus haut niveau, et requièrent également des pays ayant adopté des politiques d'alphabétisation afin d'augmenter la qualité de l'enseignement primaire et collège, d'étendre les programmes d'alphabétisation pour les jeunes et les adultes, et de développer des environnements favorables à l'alphabétisation. Les domaines d'action comportent l'abolition des frais, qui forment encore une barrière majeure au progrès vers l'éducation primaire universelle, et les problèmes liés au manque d'enseignants et à leur formation.

Le rapport comporte des statistiques complètes sur l'état de l'éducation dans chaque pays et présente les défis qui se profilent à l'horizon. Même si les progrès ont été soutenus, ils sont insuffisants pour atteindre les objectifs de l'EPT. En 2002,

seulement la moitié des 180 pays aux chiffres disponibles avaient atteint la parité entre les genres en éducation. Environ 100 millions d'enfants sont toujours non scolarisés et 55% d'entre eux sont des filles. Le rapport présente aussi l'Indice du développement de l'EPT (IDE) qui mesure les progrès globaux de 127 pays en rapport aux objectifs de l'EPT. L'Indice est basé sur les indicateurs des quatre objectifs EPT les plus faciles à mesurer : éducation primaire universelle, alphabétisation des adultes, et qualité de l'éducation et parité entre les genres.

*Le rapport complet peut se télécharger sur [www.efareport.unesco.org](http://www.efareport.unesco.org). Un résumé du rapport sera préparé dans les six langues officielles de l'ONU.*

## D'Aide et Action/Campagne mondiale pour l'éducation

### Engagements contradictoires

Engagements contradictoires montre comment, en limitant les augmentations de dépenses publiques en éducation, le Fonds Monétaire International empêche certains pays d'atteindre les objectifs de l'éducation pour tous et les objectifs du millénaire.

Le rapport démontre que l'éducation est un droit humain fondamental et crucial et que les écoles devraient être des endroits où les droits des enfants, et particulièrement les droits des filles, soient respectés et où les injustices soient dénoncées et les vies transformées. Cependant, le rapport soutient qu'afin d'atteindre les OMD et faire de l'égalité des sexes une réalité pour tous, de nouvelles écoles doivent être construites, des millions de nouveaux enseignants doivent être formés et embauchés, les obstacles tels les droits de scolarité doivent être levés et les écoles transformées pour les rendre accessibles et accueillantes pour les filles, les enfants handicapés, les enfants bergers et les minorités qui en sont pour l'instant exclus.

D'après le rapport, mettre cela en œuvre requiert d'augmenter les finances intérieures et extérieures pour l'éducation et de changer la façon dont les pays gèrent leurs dépenses pour le secteur public afin d'augmenter les dépenses en éducation de façon significative. Cependant, des cas comme le Guatemala, le Bangladesh, l'Inde, le Cameroun, l'Ethiopie, le Kenya, le Nigeria, et le Sierra Léone montrent comment les politiques fiscales et monétaires serrées du FMI, et les conditions liées aux emprunts acceptés et mis en œuvre par les ministères des finances et les banques centrales ont conduit à des coupes sombres dans les allocations budgétaires pour le secteur de l'éducation et à des réductions du nombre d'enseignants employés et des salaires qui leur reviennent. Les conséquences en sont une dépendance accrue aux enseignants non qualifiés, une augmentation du nombre d'élèves dans les classes, le passage à la trappe des réformes qui auraient été nécessaires pour améliorer la qualité de

l'éducation, et l'échec de toutes initiatives qui auraient pu être mises en œuvre pour atteindre les filles et les groupes d'exclus. Engagements contradictoires conclut qu'il existe une contradiction fondamentale entre le cadre d'action des OMD et les politiques macro-économiques existantes du FMI qui veulent que « Si la communauté mondiale s'engage véritablement dans la voie du progrès en matière d'éducation des filles, comme il se doit si les OMD doivent être crédibles, alors la première étape doit être de résoudre cette contradiction flagrante. »

Le rapport peut se consulter sur : [http://www.actionaid.org.uk/775/our\\_research.html](http://www.actionaid.org.uk/775/our_research.html)

# Sur la toile

## L'état de la population mondiale 2005 : la promesse de l'égalité : équité entre les genres, santé reproductrice et objectifs du millénaire pour le développement

UNFPA (2005)

Les prémisses du rapport sur l'état de la population mondiale de cette année est que l'égalité des genres et la santé reproductrice sont essentielles au succès des OMD. Le rapport met l'accent sur le fait qu'en dépit d'avoir dépassé le délai de 2005, les efforts pour atteindre les objectifs du millénaire relatifs à l'élimination des disparités entre les sexes en éducation doivent continuer. Consultable en ligne sur : <http://www.unfpa.org/swp/2005/english/ch1/index.htm>

### Atteindre les objectifs du millénaire numéro 3 and 5

B.N. Simwaka, S. Theobald, Y.P. Amekudzi, R. Tolhurst (Journal médical britannique, 2005)

Extrait de l'édition africaine du journal médical britannique, cet article plaide pour que l'égalité des sexes soit mise à l'ordre du jour. L'OMD 5 (santé maternelle) est inextricablement lié à l'OMD 3 – promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes – et pour que des progrès soient enregistrés, les inégalités en matière d'éducation, de droits à la propriété et à l'héritage et en matière de marché du travail, les problèmes de discrimination et de participation en politique doivent être résolus. Consultable en ligne sur : <http://www.eldis.org/cf/rdr/rdr.cfm?doc=DOC20009>

### Eduquer les enfants du monde : tendances sur la croissance et l'inégalité

Académie pour le développement de l'éducation (AED), USA (2005)

Cette étude fait usage de nouvelles données de projection alors que 70 pays, compte tenu des tendances actuelles et passées, sont près d'atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle. Le rapport met en lumière certains cas (Maroc, Népal, Sierra Léone, Bangladesh et Ouganda) qui font de rapides progrès vers l'éducation universelle.

Consultable en ligne sur : <http://www.aed.org>

### Prendre la parole pour les femmes de terrain

UNHabitat

UN-HABITAT, anticipant sur le forum mondial sur le développement urbain de juin 2006, invite les femmes de toutes les régions du monde à partager leurs idées sur le sujet par le biais de discussions sur Internet et à prendre la parole en tant que femmes de terrain. Voir [www.habitatjam.com](http://www.habitatjam.com)

### Rapport mondial de suivi de l'EPT 2006 – L'alphabétisation, un enjeu vital

UNESCO

Le rapport mondial de suivi de l'EPT 2006, sorti le 10 novembre, mesure les progrès vers les six objectifs de l'éducation pour tous de par le monde, et particulièrement les domaines laissés pour compte que sont l'alphabétisation universelle et l'éducation des filles et des femmes.

Consultable en ligne sur [www.efareport.unesco.org](http://www.efareport.unesco.org)

## Courrier des lecteurs

J'ai lu la dernière édition d'Equals et avait envie d'en savoir plus ! J'ai particulièrement aimé l'article sur la Somalie et l'intervention de la sœur. Je travaille en éducation élémentaire dans le Madhya Pradesh, Inde, et je suis intéressée par poursuivre plus avant les questions d'éducation et de genre pour le développement.

Amicalement,

Deeksha Talwar  
Fondation Azim Premji  
Bhopal, Madhya Pradesh  
Inde

C'est avec grand plaisir que j'ai travaillé avec vous lors de la dernière édition d'Equals et de la parution de l'article sur les disparités entre les sexes en éducation en Turquie. Nous devons vraiment rester en contact. Je crois qu'Equals va être pour nous une source importante d'information sur les divers projets qui sont mis en œuvre et les études qui sont faites dans le domaine du genre, de l'éducation et du développement.

Esin Aksay  
Initiative pour la réforme de l'éducation,  
Centre de Politiques d'Istanbul,  
Université de Sabanci, Turquie

## Ecrivez maintenant!

Avez-vous une opinion particulière que vous aimeriez soulever dans Equals ou un commentaire à faire à propos de ce bulletin d'information en général : Contacter l'Editeur :

Rajee Rajagopalan  
[r.rajagopalan@ioe.ac.uk](mailto:r.rajagopalan@ioe.ac.uk)  
or  
Amy North  
[beyondaccess@oxfam.org.uk](mailto:beyondaccess@oxfam.org.uk)

School of Educational Foundations and  
Policy Studies  
Institute Of Education,  
University of London,  
20 Bedford Way, London WC1H 0AL  
+44 (0)20 7612 6394

# Evénements à venir

Jusqu'en novembre 2006	60 <sup>ème</sup> anniversaire de l'UNESCO	Chaque semaine aura un thème, et 16 semaines seront consacrées à l'éducation. Voir <a href="http://www.unesco.org">www.unesco.org</a>
27 novembre – 1 <sup>er</sup> décembre	7 <sup>ème</sup> conférence mondiale sur l'éducation des peuples indigènes	Pour plus de détails, voir <a href="http://www.wipce2005.com">www.wipce2005.com</a>
26-27 novembre	Consultation d'UNGEI sur l'éducation des filles et l'alphabétisation des femmes adultes, Pékin, Chine	Pour plus de détails, voir <a href="http://www.ungei.org">www.ungei.org</a>
28-30 novembre	Cinquième réunion du Groupe de Haut Niveau pour l'EPT. Pékin, Chine	Pour plus de détails, contacter <a href="mailto:abh.singh@unesco.org">abh.singh@unesco.org</a>
1er décembre	Journée mondiale contre le Sida	Pour plus de détails, voir <a href="http://www.worldaidsday.org">www.worldaidsday.org</a>
5-9 décembre	Conférence internationale sur le Sida et les MST en Afrique. Abuja, Nigeria	
10 décembre	Abolissons la pauvreté, journée du bracelet blanc III	Pour plus de détails, voir <a href="http://www.whiteband.org">www.whiteband.org</a>
Mi- décembre	Sortie d'Au-delà de l'accès 'Notes sur Apprendre pour agir'	Pour plus de détails, voir <a href="http://www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess">www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess</a>
13-18 décembre	Sixième conférence ministérielle de l'OMC. Hong Kong, China	Pour plus de détails, voir <a href="http://www.wto.org">www.wto.org</a>

## Contacts

Au-Delà de l'Accès a été créé en janvier 2003. Ses buts sont :

De contribuer à atteindre l'OMD 3 – promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes – en générant et en examinant de manière critique les connaissances et pratiques concernant l'égalité des sexes dans l'éducation.

De fournir des ressources appropriées à partager et à disséminer dans le but d'influencer les politiques des ministères, des ONG nationales et internationales et des institutions internationales. y compris les agences de l'ONU

Veuillez noter la mise à jour de nos coordonnées ci-dessous. N'hésitez pas à nous contacter pour toute demande d'information, et à nous envoyer vos commentaires.

Beyond Access Project, Institute of Education, University of London:  
Rajee Rajagopalan  
School of Educational Foundations and Policy Studies  
Institute of Education  
20 Bedford Way  
London WC1H 0AL  
Tel: 0044 (0) 207 612 6394  
Fax: 0044 (0) 207 612 6366  
Email: [R.Rajagopalan@ioe.ac.uk](mailto:R.Rajagopalan@ioe.ac.uk)

Beyond Access Project, OxfamGB  
Amy North, Beyond Access Policy Officer  
Policy Department  
Oxfam House  
John Smith Drive  
Cowley  
Oxford OX2 4JY  
Tel: 0044 (0) 1865 472 487  
Email: [beyondaccess@oxfam.org.uk](mailto:beyondaccess@oxfam.org.uk)

Notre adresse Internet reste inchangée : [www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess](http://www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess)  
Des documents complémentaires sont disponibles sur [www.ungei.org](http://www.ungei.org) (lien «Beyond Access»)

Les opinions exprimées dans ce bulletin d'information sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions du projet, leurs partenaires ou sponsors.

